

Propositions du privé à l'épreuve du GM

À Jour J - 3 de la reprise graduelle des activités économiques, en attendant la levée du couvre-feu sanitaire de Covid-19 du 1er juin, Business Mauritius dit attendre la réponse du gouvernement à ses propositions. En effet, depuis l'annonce du calendrier de déconfinement par étapes par le Premier ministre, Pravind Jugnauth, le 1er mai dernier, le secteur privé s'est mis à se préparer activement dans cette perspective. Différents scénarios élaborés par l'organisme central du secteur privé, en collaboration avec ses partenaires associés, ont déjà été soumis au gouvernement.

Des recoupements effectués auprès de sources concordantes indiquent que Business Mauritius a établi un plan de relance de la machinerie économique par étapes en prenant en compte des conditions externes aussi bien que les données de différentes filières industrielles. Ce travail est nécessaire en vue d'organiser les demandes des entreprises pour l'obtention de Work Access Permits. Aux termes de ces scénarios échelonnés entre le 15 mai et le 1er juin, selon la décision des autorités, 17 secteurs économiques sont prêts pour une reprise partielle. Aussitôt l'aval du gouvernement obtenu et les Work Access Permits émis, le démarrage par étapes devra être enclenché.

Interrogé par *Le Mauricien* hier, le Chief Executive Officer (CEO) de

Business Mauritius, Kevin Ramkaloan, explique que les propositions concernant différents scénarios ont été soumises au gouvernement. « *Nous n'avons toutefois pas encore de réponse* », précise-t-il. Et d'ajouter que, pour l'instant, ce sont surtout les opérateurs engagés dans les secteurs approuvés par le gouvernement et qui ont été publiés dans la *Government Gazette* qui ont initié des demandes pour le Work Access Permit en ligne. « *Au niveau de Business Mauritius, nous avons fait des propositions plus larges. Nous considérons qu'au-delà des secteurs essentiels, il est important d'ouvrir graduellement d'autres secteurs de l'économie afin de permettre une reprise économique. Nous avons à l'esprit ceux concernant les exportations des biens et des services ainsi que la construction en*

attendant l'ouverture complète à partir du 1er juin », poursuit le CEO de Business Mauritius.

Selon l'analyse faite au niveau de Business Mauritius, tous les secteurs économiques sont prêts à commencer leurs activités. Le secteur de l'alimentation opère déjà. La restauration rapide est déjà prête à opérer avec des facilités de Take-Away. Les entreprises et les Self-Employed engagés dans les métiers mécaniques ainsi que les opérateurs, soudeurs, électriciens, ceux engagés dans le service de maintenance le sont également.

Sur le plan manufacturier, certaines usines engagées dans les secteurs du *seafood*, de la bijouterie et du textile ont déjà commencé à opérer afin de satisfaire les commandes aussi bien en Europe qu'aux États-Unis. Le secteur sucrier se prépare activement pour la récolte sucrière en juillet. Au niveau du secteur financier et bancaire, l'on concède que la situation s'est compliquée avec la décision de la Commission européenne d'inclure Maurice sur la *Black List* de pays à risque pour le système financier européen.

À ce propos, le CEO de Business Mauritius consi-

dère que le gouvernement et le secteur privé doivent agir « *très vite* » afin d'éviter que le pays ne soit classé sur la liste noire de l'Union européenne à partir du 1er octobre prochain. « *Cette inclusion sur la liste noire de l'Union européenne aura un impact qui sera très fort sur l'économie. Il nous faudra travailler de concert pour voir comment faire pour éviter de se retrouver sur cette liste car cela n'affectera pas uniquement le secteur financier, mais il y aura aussi des dégâts conséquents pour l'économie en général. Nous prendrons beaucoup de temps pour nous remettre de cette situation* », dit-il. À son avis, l'annonce faite a déjà un effet sur le secteur financier.

Les institutions internationales ont commencé à prendre des mesures pour ne pas se retrouver dans l'embarras. « *Il nous faut réagir très vite* », s'appesantit-il. Et d'avancer : « *Il y a beaucoup de travail à faire afin de se mettre en conformité avec les critères de la Financial Action Task Force. Il faut montrer que lorsqu'on met toutes les recommandations en place, les mesures de surveillance sont fiables et efficaces. Il y a également un gros travail à faire au niveau diplomatique en Europe.* »